

Très singulière Turquie

vendredi 27 juin 2008, par [Alexandre Adler](#)

Nous sommes, en présence de l'expérience politique turque la plus récente, devant un immense paradoxe.

Les crises politiques, d'ordinaire, surviennent à un moment de maturation, de difficultés économiques ou sociales, qui se cristallisent ensemble et aboutissent aux convulsions des sommets de l'État. Or, dans le cas turc, la crise très sérieuse s'annonce avec les décisions de la Cour constitutionnelle qui pourraient, dans l'hypothèse la plus pessimiste, aboutir à la dissolution pure et simple du parti au pouvoir, et sans doute à une période de semi-anarchie assez sérieuse.

Si l'on considère pourtant les divers aspects de la vie turque d'aujourd'hui, tous les voyants sont au vert. Ce bilan socio-économique n'est encore rien au regard des récents succès diplomatiques de la Turquie : une présence de plus en plus affirmée au Caucase et en Asie centrale, sans pour autant créer de véritables tensions avec la Russie ; un rôle peu visible, mais très efficace, au Kosovo et en Bosnie, qui est allé dans le sens de la modération. Tous ceux qui, en Europe, daubent volontiers sur les dangers que représenterait une Turquie frontalière de l'Irak et de l'Iran, feraient mieux de réfléchir à l'effet pacificateur que la démocratie turque, en forte croissance, exerce d'ores et déjà sur ses voisins immédiats : la Grèce soutient la candidature turque à Bruxelles mais c'est aussi la Banque nationale de Grèce qui est devenue la première banque de dépôt en Turquie, la Bulgarie et la Géorgie sont devenues des alliées très proches, la Syrie a finalement estimé que le ballon d'oxygène que lui fournissaient les entreprises turques était plus important que les livraisons gratuites de pétrole venues d'Iran. Il n'est pas jusqu'à l'Arménie et Chypre où l'on observe des frissons de détente qui pourraient s'avérer fructueux.

Ces remarquables succès ont été obtenus sous l'égide d'un parti, l'AKP, dont les origines islamistes sont incontestables. Il est certain que cette situation aussi nouvelle qu'imprévue, au pays phare de la laïcité en terre d'islam, a totalement bouleversé le paysage politique. Le patronat, la Tusiad et plus généralement les élites économiques turques estiment que le degré de stabilité politique et de solidité économique atteint avec la présence au gouvernement d'un parti AKP de plus en plus rallié à la modernité, vaut bien une gémulation supplémentaire à la mosquée. Il s'agit de la même réaction qui conduit le patronat et la bourgeoisie au Brésil à se féliciter de la présence au pouvoir de Lula, au prix de quelques excentricités secondaires.

C'est précisément ce contexte qui a conduit le dernier carré des laïques intégristes, rendus comme fous par la péremption de leur programme anticlérical, à utiliser tous les recours non démocratiques, militaire d'abord, et devant la réticence du corps des officiers, judiciaire ensuite. Se faisant, l'ultralaïcisme turc rend évidemment plus difficile le rééquilibrage électoral de la vie politique par l'émergence d'un parti authentiquement laïque et européen qui pourra, demain, dans une alternance apaisée, affronter les néoconservateurs de l'AKP et leur infliger des reculs là où ceux-ci sont nécessaires. Mais ne nous y trompons pas. Ceux qui, après l'adoption d'une loi autorisant le port du foulard dans la seule université, voudraient interdire l'AKP, n'ont fomenté ce recours qu'après que le dernier rempart de l'ordre ancien, le chef d'état-major général, Büyükanit, eut préféré s'entendre avec le gouvernement sur la question kurde, plutôt que de le menacer sans cesse.

Un grand parti de centre gauche ?

Sachons aussi que ces mêmes laïques qui jouissent encore d'une petite sympathie au pays de Jules Ferry et d'Émile Combes sont aussi ardemment hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, alors

que les post islamistes y sont, eux, très favorables. Mao, pendant la Révolution culturelle, avait dénoncé certains de ses adversaires qui, selon lui, « *agitaient le drapeau rouge contre le drapeau rouge* ».

Aujourd'hui, nous avons de pseudo-kémalistes qui agitent perversement le drapeau d'Atatürk contre son véritable héritage européen, pluraliste et respectueux du suffrage universel.

Il n'est donc que temps, pour traverser cette crise inutile, qu'un grand parti laïque tolérant réussisse, le plus vite possible, dans le camp de la modernité, ce que Erdogan et Gül ont réussi, pour leur part, dans celui de la tradition. Tout n'est pas perdu dans ce domaine puisque le Jacques Delors de la Turquie, Kemal Dervish, a déjà annoncé qu'il quitterait son poste à l'ONU et s'efforcerait de bâtir contre cette caricature de laïcité antieuropéenne, un nouveau parti de centre, social-démocrate, libéral et républicain. Souhaitons-lui bonne chance, car les succès diplomatiques et économiques de la Turquie devraient lui valoir une classe politique à la hauteur de ses légitimes ambitions.

Sources

Source : Le Figaro, le 20 juin 2008